

**Date : 30 novembre 2020**

**Objet : Décision portant modification de la décision portant délégation de la signature du Directeur général**

**Émetteur : Direction générale**

---

Le Directeur général de l'Office français de la biodiversité,

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-8 et suivants, R. 131-27 et suivants, R. 131-30,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** le décret n°2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité,

**VU** le décret en date du 30 décembre 2019 portant nomination de Monsieur Pierre DUBREUIL en qualité de Directeur général de l'établissement,

**VU** la délibération n°2020-04 en date du 3 mars 2020 du Conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité portant délégations de pouvoir au Directeur général,

**VU** la décision n°2020-DG-01 du 2 janvier 2020 relative aux modalités de publication des délibérations du conseil d'administration et des décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Office français de la biodiversité,

**VU** la décision n°2020-DG-03 en date du 2 janvier 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB à titre transitoire,

**VU** la décision n°2020-DG-27 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'OFB,

### DÉCIDE

#### Article 1

L'article 1<sup>er</sup> de la décision n°2020-DG-27 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 précitée est modifié comme suit :

« Denis CHARISSOUX, Directeur général délégué « Ressources », reçoit délégation, dans les limites du périmètre de sa direction et dans le respect de la réglementation en vigueur ainsi que des directives, procédures et instructions mises en œuvre au sein de l'établissement, à l'effet de signer :

- les documents et actes de gestion relatifs aux implantations,
- les marchés et toutes pièces s'y rapportant dans la limite d'un seuil défini par délibération du

- conseil d'administration,
- les marchés et toutes pièces s'y rapportant ayant fait l'objet d'une approbation par délibération de la Commission des Finances et de l'Audit,
  - tous actes, décisions, correspondances et pièces administratives relatives à l'exécution des marchés, conventions ou autres contrats, dans la limite du seuil susmentionné,
  - les bons de commande relatifs aux marchés dûment numérotés et notifiés, ainsi que ceux référencés à l'UGAP,
  - les engagements juridiques des dépenses et toutes pièces s'y rapportant,
  - les ordres de service prescrivant des modifications techniques sans incidence financière,
  - les décisions budgétaires de tout ordre,
  - les certificats de service fait,
  - les visas des demandes de paiement sur toutes les enveloppes,
  - les visas des demandes de reversement,
  - les visas des titres de recette,
  - les baux immobiliers inférieurs à 9 ans,
  - les conventions de dépenses et de recettes,
  - les conventions de partenariat sans incidence financière ainsi que tout avenant sans incidence financière à une convention,
  - les conventions d'accueil d'agents,
  - les aides et subventions à des organismes tiers,
  - les décisions acceptant les dons et legs inférieurs à 100 000€,
  - les ordres de missions en métropole, en outre-mer et pour l'étranger des agents de l'établissement,
  - les états de frais de déplacement des agents de l'OFB ou personnes extérieures,
  - les autorisations d'utilisation des véhicules personnels des agents de l'établissement,
  - les autorisations de remisage à domicile des véhicules de service des agents placés sous son autorité,
  - tout acte administratif unilatéral ou contractuel relatif à la gestion du personnel et les actes afférents (correspondances, attestations d'emploi et de salaire...),
  - les conventions de stages non indemnisés,
  - les conventions de formation,
  - les décisions d'intérim,
  - les congés annuels et autorisations d'absence des agents placés sous son autorité,
  - les états liquidatifs de traitements, salaires, prestations sociales et familiales, vacances et ceux relatifs aux charges salariales (fiscales et sociales),
  - les décisions de dérogations aux garanties minimales du temps de travail,
  - les courriers et formulaires portant avis de l'OFB,
  - les dépôts de plainte pour la défense des intérêts de l'établissement après information du Directeur général,
  - les dépôts d'actes, de conclusions, de mémoires et de tout acte de procédure liés à une procédure précontentieuse et/ou contentieuse devant les juridictions judiciaires et devant les juridictions administratives, au fond et en référé,
  - les décisions portant pouvoir de représentation de l'Office français de la biodiversité et de ses agents aux audiences devant toute juridiction,
  - les dépôts de tout acte, conclusion, mémoire et tout acte de procédure lié à une demande portée devant toute autorité administrative et de toute instance de médiation et d'arbitrage,
  - les décisions de rejet liées à un recours gracieux,
  - les décisions liées à une demande de médiation précontentieuse ou dans le cadre d'une procédure contentieuse,
  - les certificats administratifs,
  - les attestations de frais de réception et attestations diverses,
  - les certificats de copie conforme,
  - les décisions liées à toute demande par une personne de communication de documents administratifs hors données environnementales,
  - les décisions de gestion de la protection fonctionnelle des agents, hormis celles résultant de

l'exercice des missions de police.

Le Directeur général délégué « Ressources » peut subdéléguer cette signature à ses collaborateurs. »

## Article 2

Les autres articles de la décision n°2020-DG-07 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 demeurent inchangés.


## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'OFB et entrera en vigueur le jour de sa publication.

L'OFB garantit l'accès effectif de ses agents et des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement publié sur le site internet ainsi que la continuité de la mise en ligne des décisions durant deux mois minimum.

L'OFB assure la conservation et l'archivage des décisions publiées par cette voie.

Le Directeur général,

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'D' with a vertical line through it, followed by a horizontal stroke extending to the right.

**Pierre DUBREUIL**

**Voies et délais de recours :** « Le destinataire de la présente décision qui désire la contester peut directement saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois de sa notification.

Il peut également, dans ce même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le supérieur de l'auteur de la décision. Ceux-ci disposeront d'un délai de deux mois pour lui répondre. En cas de rejet exprès ou implicite de la demande – la décision naît dans ce cas du silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois – le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. »